

Se documenter sur le Mali

DANS les années de présence française, la documentation concernant le pays se trouvait dans quelques centres privilégiés comme le petit centre qu'entretenait l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) de Dakar, avec une bibliothèque scientifique et les Archives du gouvernement (depuis 1910), et quelques centres de recherche dépendants de la Fédération d'AOF. La presse se ramenait à un hebdomadaire officiel. Les publications locales se limitaient à quelques titres par an. Toute l'information remontait à Dakar et à Paris, au ministère de la France d'Outre-mer et à quelques organismes spécialisés. Les études élaborées trouvaient facilement des éditeurs pour les accueillir. Il n'est pas excessif de dire que pour s'informer par l'écrit, il valait mieux chercher à Paris qu'à Bamako.

Avec l'indépendance (1960), des transformations radicales vont se faire jour pour le Mali qui se détache - et ceci plus fortement que chez ses voisins - des contraintes politiques et intellectuelles que la situation coloniale lui avaient imposées. Il organise son enseignement, en particulier supérieur, il devient maître de ses pôles de recherche et il s'ouvre au monde. Les Maliens se mettent à visiter les six continents. De partout on vient à eux, particulièrement des grandes puissances qui se mettent aussi chacune de leur côté à les faire connaître chez eux par leurs publications. Les avancées de toutes sortes de l'époque y ont d'ailleurs beaucoup aidé : l'apparition des avions gros porteurs, la vulgarisation des radios à transistors, les moyens de reprographie, malgré les difficultés de la photocopie à s'implanter.

L'ouverture sur le monde s'est traduite aussi par la mise en place de nouveaux liens de solidarité, soit à l'échelle internationale, des structures de coopération, soit régionale, souvent d'ailleurs envisagés dès l'après-guerre mais avec certaines hésitations, à des fins

économiques directes comme les unions douanières ou les aménagements des bassins fluviaux, ou pour porter remède à des fléaux naturels : grandes endémies, acridiens et plus récemment la lutte contre la sécheresse. Ainsi au cours de ces trente dernières années, la connaissance du pays a-t-elle enregistré des progrès insoupçonnables, plus peut-être que pour l'ensemble du monde - toute proportion gardée.

Tous ces résultats accumulés doivent être recherchés au Mali dans diverses directions qu'on peut regrouper - de façon un peu simpliste - selon plusieurs axes : les instituts de recherche proprement dits, les établissements d'enseignement supérieur, les centres de documentation des administrations, des organismes para-administratifs, des organisations internationales ou de coopération bilatérale, sans oublier les fonctions propres que peuvent remplir les maisons d'édition et ses bibliothèques de lecture publique. Il n'est pas question de les étudier ici tous au complet, ni même de les citer ; seuls les plus importants en raison de leur compétence ou de leur originalité seront retenus, sans diminuer pour autant le mérite des autres.

Les Instituts de recherche pure ou appliquée

Ils couvrent aujourd'hui à peu près tous les champs envisageables, avec bien sûr des moyens limités et des résultats variables. Tous ont des finalités pratiques : le développement. Plusieurs centres de recherche, héritiers plus ou moins de l'IRAT, IEMVT, et autres instituts spécialisés français, fonctionnent dans toutes les branches de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, et aussi de la santé publique. Une recherche très originale des années 80 a consisté dans un inventaire des ressources terrestres (PIRT), basé sur l'exploitation raisonnée de l'imagerie satellitaire alors disponible.

De gros efforts ont été faits aussi avec l'ISH (Institut des sciences humaines), dans ce secteur qui aurait trop souvent tendance à être délaissé comme non directement rentable. Une quarantaine de chercheurs ont amplifié les recherches parcimonieusement entreprises dans les années 50 par l'IFAN en matière de préhistoire et d'archéologie, mais ils se consacrent aussi à l'histoire, orale ou écrite, à la géographie. L'ISH fait collaborer de nombreuses universités étrangères ; il publie une revue trimestrielle *Études maliennes* qui en est à son 45^e numéro et gagnerait à être mieux connue par une diffusion plus systématique. Le Musée national, très bien conçu en 1979, apporte un complément visuel aux résultats des recherches en sciences humaines.

Au centre de recherche très original, la DNAFLA (Direction

de l'alphabétisation et de la linguistique appliquée) dont le but est évidemment concret, permet à terme d'enseigner dans des écoles en langues nationales, mais à cette occasion a été entreprise leur étude systématique.

Un CNRST (Centre national de la recherche scientifique et technologique) a été ouvert ces dernières années avec pour ambition de coordonner toute la recherche fondamentale qui se fait au Mali, mais on voit vite tous les obstacles qui peuvent surgir, tant du point de vue théorique et psychologique, que pratique et financier, pour une structure de ce genre mise en place un peu tardivement. Une revue de haut niveau, la *Revue malienne de science et de technologie* a débuté en 1991 et un bulletin *La vie de la Recherche* en est à son 4^e numéro ; il est encore trop tôt pour préjuger de leur avenir.

D'autres secteurs de la recherche très ciblés sont actuellement couverts, comme l'énergie solaire et les ressources renouvelables (trois structures différentes en place) et la médecine et la pharmacopée indigène.

L'enseignement supérieur

Il a été pour le Mali un acquis majeur de son indépendance, puisqu'autrefois ses élites devaient être formées à Dakar ou en France. Successivement, mais rapidement, a été mis en place un réseau d'établissements couvrant toutes les grandes branches du savoir en vue de préparer les cadres supérieurs du pays, dans l'administration, dans l'enseignement et dans la santé. Au départ très tributaire des universités de tous pays, francophones, anglophones, soviétique et arabes, l'autonomie s'avère d'année en année plus complète, avec une relève nationale préparée dans les grandes universités étrangères et qui se confirme maintenant sur place. Des buts purement contingents du début, on sent se dessiner un heureux glissement de l'enseignement vers la recherche qui lui est liée.

En premier lieu, on notera que tous ces établissements exigent de leurs étudiants des mémoires de fin d'études ; souvent le niveau est assez bas, mais si les sujets ont été bien choisis, bien dirigés, traités avec souci d'originalité, le champ d'investigation que le pays offre est immense, en particulier pour l'histoire, les coutumes, la géographie et les sciences naturelles. Plusieurs milliers de sujets ont déjà été traités depuis une vingtaine d'années et une partie d'entre eux ont été répertoriés, soit dans les écoles, soit par la Bibliothèque nationale. Si des synthèses en étaient faites, on en apprendrait sans doute beaucoup. En second lieu, certaines écoles ont en chantier des programmes de recherche, comme l'École normale supérieure. Des résultats sont là, mais qui gagneraient à être mieux diffusés.

Ainsi les *Cahiers de l'ENSup* sont-ils introuvables en France, comme les *Études et Documents* de l'École nationale d'administration.

Les centres de documentation

Auprès des services publics constituent, comme partout, un phénomène nouveau de ces dernières années.

Une nouvelle forme de littérature s'est fait jour que les initiés appellent la littérature grise : des documents produits par les administrations en vue de la prise des décisions. Elle s'est accrue avec le nombre des fonctionnaires et leur niveau de qualification - fonctionnaires nationaux mais consultants et experts étrangers de toute sorte. Ses caractéristiques sont de pratiquer des tirages limités, dizaines rarement centaines d'exemplaires, d'être peu ou mal diffusée et d'avoir une portée limitée dans le temps, souvent en raison de leur caractère provisoire et inachevé. Certains documents peuvent cependant être des jalons importants dans la connaissance d'un sujet et ils méritent de ne pas sombrer à terme dans l'oubli, d'émerger d'une masse de plus en plus prolifique où figurent non seulement des études et des rapports, mais des séminaires sur des thèmes définis auxquels ont été appelés à participer de nombreux techniciens de la partie. Les études multigraphiées sont souvent les seules sources d'information disponibles sur les régions. Autrefois les documents étaient gardés dans les secrétariats des administrations, plus ou moins bien classés et protégés, surtout s'ils n'émanaient pas d'elles-mêmes. Ces dernières années ont vu la prise de fonction de personnes ayant acquis une spécialité dans la documentation, soit au cours de stages de formation, soit dans les écoles africaines ou dans les universités étrangères. Ces documentalistes ont monté des centres, plus ou moins bien logés ou équipés, voire constitués, au personnel parfois pléthorique pour la tâche à accomplir. Mais certains commencent à faire belle figure et l'informatisation se met en route. Il n'en est pas moins vrai qu'il est souvent difficile de se sortir du labyrinthe qu'ils finissent par constituer. Au moins une vingtaine d'administrations à ce jour s'efforcent de porter ordre à la masse croissante de documents qu'elles ont à maîtriser.

Le centre de documentation de l'IER (Institut d'économie rurale), largement aidé au départ par les instances internationales, se voudrait un modèle du genre, tenant catalogue d'une riche bibliothèque, fournissant bibliographies et éventuellement les microfiches des études qu'il détient.

Les ONG (Organisations non gouvernementales) suivent des voies semblables. Elles sont très nombreuses, de toutes origines (maliennes ou non) et de toutes formes, avec souvent des participants très motivés. Elles ont de plus en plus de documentation à

manier, les informations qu'elles reçoivent, celles qu'elles produisent pour elles-mêmes et pour échanger. Elles se sont créées, pour faciliter leur travail, un Centre de coordination (CCA/ONG).

Les centres culturels

Ils ne doivent pas être oubliés. Ils constituent des lieux privilégiés de diffusion de l'information. Certains sont d'émanation locale comme celui de la Mission catholique, Djoliba, du nom du fleuve Niger à Bamako, créé en 1965 et qui, en plus d'une très belle bibliothèque de culture générale, ouverte à tous, et d'un lieu de conférences et d'expositions possède une riche documentation constamment entretenue depuis le début, sur des problèmes généraux comme spécifiquement maliens. Ses conférences données par des spécialistes sont souvent reproduites et couvrent largement l'actualité malienne.

Sur le même principe, la coopérative culturelle Jamana, fondée par le nouveau président de la République, se propose d'être un centre modèle de documentation surtout à l'usage des Maliens, mais éditant aussi livres et périodiques d'opinion.

Les États qui entretiennent des relations privilégiées avec le Mali, autant par les actions qu'ils y soutiennent que par leur personnel de coopération en place, alimentent aussi des centres culturels, lieux d'échanges avec les élites maliennes et d'information à la fois sur le pays comme sur celui dont ils portent le nom : France, États-Unis, Canada, URSS, Libye. Mais des orientations particulières peuvent y être décelées.

Les organismes étrangers

Ils peuvent prendre, tout en s'en défendant, l'allure de véritables petits ministères.

D'abord les institutions spécialisées des Nations unies qui sont à peu près toutes représentées, se consacrant au Mali sans déborder sur les États voisins. On sent leur rôle s'accroître avec les terribles besoins de financement du Mali. Ils se constituent leurs centres de documentation pour conserver les documents généraux et ceux de leurs sièges, mais aussi les résultats des études qu'ils mènent sur place. Disposant de moyens supérieurs aux administrations nationales, ils sont tous bien équipés en informatique et ont un personnel, local ou expatrié, de bon ou très bon niveau. Ils sont cependant moins ouverts aux lecteurs extérieurs, du moins à ceux qui ne peuvent pas arguer de la qualité de chercheurs.

Des organisations régionales ont vu le jour assez récemment au Mali. La plus remarquable est le CILSS (Comité interétats pour la lutte contre la sécheresse au Sahel) qui intéresse l'ensemble des

États à cheval sur la zone sahélienne de l'Afrique occidentale, des îles du Cap Vert au Tchad, où le déficit interannuel des pluies et ses conséquences induisent des problèmes spécifiques pour le développement. Le siège de l'organisation est à Ouagadougou, mais le centre de recherche est l'(INSAH) Institut du Sahel à Bamako qui a mis sur pied un réseau de documentation scientifique et technique : RESADOC. Toutes les publications correspondant aux objectifs du CILSS et venant de ses différents membres y sont recensés et gardés en microfiches reproductibles. Une bibliographie annuelle y est éditée sous le nom de Résindex, signalant à ce jour plus de 5 000 références dont le quart environ touche le Mali.

Il faut signaler aussi le CIPEA (Centre international pour l'élevage en Afrique) dont le siège est à Addis Ababa et qui entretient des antennes dans plusieurs pays africains, au Mali en particulier où des recherches spécifiques sont menées et qui y dispose d'un centre de documentation au fonds riche et ouvert à tous.

Parmi les organismes étrangers conduisant une recherche fondamentale au Mali, il faut signaler la place particulière de l'Institut français pour la recherche en coopération (ORSTOM) une recherche qui n'est pas menée de France, mais programmée sur place, à laquelle les chercheurs maliens participent au même titre que ceux envoyés de Paris. Autrefois cantonnée à l'hydrologie, son champ d'action couvre maintenant les ressources halieutiques du Delta central du Niger, des problèmes de santé comme l'onchocercose, l'histoire du peuplement dans la Boucle du Niger, les cuirasses latéritiques, la lutte contre les rongeurs. Toutes ses recherches font l'objet de publications provisoires sur place, souvent sous les timbres multiples des autres organismes nationaux qui ont apporté leur participation, avant de connaître une forme définitive dans les publications spécialisées de la maison mère.

L'ORSTOM entend développer aussi avec ses partenaires un véritable ADES (Atelier de documentation et d'échanges scientifiques) où l'on puisse trouver toutes les études sur le Mali concernant leur champ d'action.

Maisons d'édition et Bibliothèques de lecture publique

Le Mali de l'Indépendance, avec ses principes de suprématie des sociétés d'État, avait créé une entreprise nationale d'édition, les EDIM (Éditions - Imprimerie du Mali), avec une librairie populaire. Une centaine d'ouvrages concernant la littérature ou l'enseignement y ont vu le jour, mais une gestion déficiente a amené la faillite du groupe dont ne subsiste aujourd'hui que l'imprimerie devenue obsolète. Seul continue sur le système d'entreprise d'État le quotidien *L'Essor*, journal d'information bien rédigé et imprimé

par ses propres moyens. Depuis 1988, la coopérative Jamana dont il a été question plus haut, édite des ouvrages spécifiquement maliens pour les Maliens, sur ses propres presses. Moyen d'expression du parti récemment parvenu au pouvoir, l'ADEMA, il est encore trop tôt pour préjuger de ses futures orientations. Il est certain que le Mali est très en retard par rapport à plusieurs de ses voisins du point de vue de l'édition, mais ses débouchés sont étroits et le besoin de lire est encore assez limité dans beaucoup de couches de la nation.

Quant aux bibliothèques publiques, outre celles auxquelles il a déjà été fait allusion plus haut, la principale est la Bibliothèque nationale, héritière de la bibliothèque du centre IFAN, autrefois très riche en ouvrages concernant le pays, mise longtemps en sommeil, alimentée seulement par les dons hétéroclites de tous les pays présents au Mali par des ambassades. C'est aujourd'hui une bibliothèque de culture générale, très mal située en ville, mal équipée et qui accomplit mal sa fonction de conservation. Elle publie les répertoires des travaux universitaires des Maliens au Mali et à l'étranger, mais de façon incomplète et en prenant beaucoup de retard. Une de ses fonctions majeures devrait être de sortir, à cadence régulière, une bibliographie nationale comportant tout ce qui a été publié sur place tant dans le public que dans le privé. Il faudrait pour cela que fonctionne le dépôt légal, en principe obligatoire comme dans tous les pays. A la B.N. devrait pouvoir se consulter tout ce qui est écrit au Mali, sans qu'il ne coûte des dépenses de fonctionnement, en raison même du dépôt légal. Il faudrait toutefois que les locaux soient adéquats et le personnel en mesure de faire face à ses responsabilités.

Le même problème se pose d'ailleurs pour les Archives nationales qui n'ont toujours pas eu les moyens d'évoluer depuis la période coloniale, malgré leur incontestable richesse.

Il existe d'autres bibliothèques, comme celle du Palais de la culture de Bamako, ou cette très belle réalisation, l'Opération de lecture publique, qui depuis 1977 a pris en charge de faire lire les Maliens jusque dans les cercles les plus reculés au Mali, sur le principe des bibliothèques centrales de prêt, mais nous nous éloignons alors de la connaissance du pays pour frôler les problèmes d'éducation et de culture.

En conclusion, nous pouvons dire que se documenter sur le Mali au Mali est loin d'être insurmontable. Il y a beaucoup de ressources, et ces dernières années un champ considérable a été couvert, mais elles sont dispersées et souvent d'accès difficile, d'un point de vue géographique mais aussi par leur insuffisante mise en valeur. Progressivement l'informatisation apportera remède, à condition qu'elle soit intelligemment menée, sinon le remède serait pire que le mal. Il serait urgent d'y penser !

Gérard Brasseur et Binta Diallo Diop
ORSTOM (Bamako)